

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

PARIS, LE 26 JUIN 2023

Agriculture et alimentation

« FAIRE GERMER UNE VRAIE COOPERATION POUR DES ECHANGES AGRICOLES EQUITABLES ET DURABLES ENTRE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET L'UNION EUROPEENNE. »

A quelques jours de la 5e Conférence ministérielle Union africaine – Union européenne sur l'agriculture, nous, sociétés civiles européennes et ouest-africaines demandons que les représentants de l'Union européenne et de l'Union africaine initient une véritable réforme de fond des pratiques commerciales et échanges agricoles.

En Afrique de l'Ouest, le système actuel entrave depuis des décennies le développement agricole de la région, hypothèque l'avenir de sa souveraineté et sa sécurité alimentaires, et paupérise les travailleurs les plus vulnérables. Malgré des avancées positives et la mise en place d'initiatives par la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les défis restent nombreux et le manque de cohérence dans les relations entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne mettent à mal les acquis et les efforts fournis pour favoriser le développement des filières agro-alimentaires durables dans la sous-région.

Pour réformer d'urgence les pratiques commerciales entre l'UE et la CEDEAO, nous publions le rapport **« Afrique de l'Ouest – Union européenne : faire germer une coopération et des échanges agricoles équitables et durables »**, dans lequel nous mettons sur la table une série de mesures concrètes.

Ce rapport propose de sortir du fonctionnement de prédation qui s'applique entre l'UE et la CEDEAO : les marchés ouest-africains ne sont pas protégés comme ils le devraient, les politiques publiques européennes agricoles impactent et divisent la région, des pressions supplémentaires s'exercent sur les terres et les ressources naturelles, le financement de la transition agroécologique n'est pas à la hauteur des enjeux climatiques et environnementaux, les inégalités de genre en milieu agricole se creusent etc.

Pour Ibrahima Coulibaly, président du Conseil d'administration du ROPPA (Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest) : « Il est devenu plus que jamais urgent de changer les modèles agricoles et alimentaires dominants qui ne marchent pas et les orientations des échanges commerciaux qui les soutiennent, afin de sauver notre planète et garantir l'avenir des générations actuelles et futures ».

« Le marché des céréales est emblématique de la manière dont la souveraineté alimentaire ouest-africaine est menacée par des échanges inégaux. Le blé européen est exporté en masse jusqu'en Afrique, avec des incidences funestes pour la région : filières locales moins compétitives, baisse des revenus pour les agriculteurs locaux, fragilisation des femmes céréalières, inadaptation aux problématiques liées au dérèglement climatique, etc. », déplore Clotilde Bato, déléguée générale de l'association SOL, Alternatives Agroécologiques et Solidaires.

Ces dysfonctionnements se retrouvent aussi pour les filières laitières et cacao ou pour les semences locales. Le problème est systémique. Il est donc impératif que les décideurs politiques, tant européens que ouest-africains revoient les règles du jeu, pour permettre à l'Afrique de l'Ouest de gagner sa souveraineté alimentaire et dynamiser son économie.

Pour changer de logique, notre rapport porte 5 recommandations principales : limiter les effets déstabilisateurs des exportations européennes sur les systèmes alimentaires ouest-africains, garantir la cohérence entre les politiques et pratiques commerciales, agricoles et alimentaires, penser les accords économiques à l'aune de la construction de filières agricoles et alimentaires locales et pérennes en Afrique de l'Ouest, financer, enfin, la transition agroécologique ouest-africaine et soutenir explicitement les femmes ouest-africaines, pierres angulaires de la future souveraineté alimentaire sous-régionale.

Contacts média

ROPPA : Koné Fatimata – fatim.kone@roppa-afrique.org – +226 76065657

CNCR : Aliou Sambou Bodian – samboubodian3@gmail.com – +221 774858566

SOL : Clotilde Bato – contact@sol-asso.fr – +33 (0)1 42 82 07 51

Humundi (ex-SOS Faim Belgique) : Benoit de Waegeneer – bde@humundi.org – +32 (0)485 57 78 43

SOS-Faim Luxembourg : Marine Lefebvre – Marine.Lefebvre@sosfaim.org – +352 49 099626

